

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 04/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BBCI (Usine de liants)

14 rue de l'industrie
25660 Saône

Références : UID257090/SPR/BB 2026 - 0330A
Code AIOT : 0012900063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement BBCI (Usine de liants) implanté Les Communaux 25660 Les Monts-Ronds. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

La DREAL Bourgogne-Franche-Comté a décidé de reconduire en 2026, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération ciblée sur une période courte allant du 1^{er} mars au 30 avril.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockages des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP.

La présente inspection a également été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de FDS conformes, et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à prévenir tous risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux.

La visite a comporté une inspection visuelle des conditions stockages et d'étiquetage, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de quelques FDS par sondage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BBCI (Usine de liants)
- Les Communaux 25660 Les Monts-Ronds
- Code AIOT : 0012900063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une usine de fabrication de liants dans laquelle sont produits des émulsions de bitumes, des bitumes modifiés et des bitumes fluxés. Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2005.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article Annexe 1 et article 4	Demande d'action corrective	3 mois
2	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 29.1	Demande d'action corrective	3 mois
10	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
13	Etiquetage	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rejet d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 14.2	Sans objet
4	Aire de chargement et déchargement	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 18.2	Sans objet
5	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 27.1	Sans objet
7	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 29.8	Sans objet
8	Stockage en réservoirs aériens	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article I > 4.2. C.	Sans objet
9	Ravitaillement des réservoirs	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article I > 4.10.	Sans objet
11	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet
12	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
14	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet
15	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet
16	Produits incompatibles associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que l'installation était correctement exploitée, avec une bonne gestion des process et des outils de fabrication. Par contre, l'information concernant les risques et produits stockés doit être améliorée via la mise à jour d'un plan des installations, et de la liste des cuves de produits.

Enfin, l'exploitant a procédé à une modification de ses installations (augmentation du volume de

stockage de produits bitumineux) sans en informer au préalable le préfet et l'inspection des installations classées. Un dossier de modification doit donc être transmis avec tous les éléments d'appréciation vis-à-vis des risques et impacts associés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article Annexe 1 et article 4			
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE			
Prescription contrôlée :			
Annexe 1 : Liste des installations classées pour la protection de l'environnement :			
Rubrique	Libellé de la rubrique	Régime	Capacité
4801-1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant 1. Supérieure ou égale à 500 t	A	500 t
2915-2	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l :	D	2000 litres
4718-2b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 La quantité totale	DC	15 t

	<p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant :</p> <p>2. Pour les autres installations</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t</p>		
<p>Article 4 :</p> <p>[...] Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>			
<p>Constats :</p> <p>Un point sur la situation administrative a été réalisé avec l'exploitant. Les procédés mis en œuvre et les typologies de produits fabriqués n'ont pas été modifiés. Par contre, afin de faire face à des besoins de stockage plus importants, notamment du fait de la variété des produits fabriqués et de la concentration de la production sur une période de l'année plus restreinte, l'exploitation a augmenté ses capacités de stockage de produits bitumineux à environ 900 t.</p> <p>Cette modification des conditions d'exploitation a été réalisée sans la porter à la connaissance du préfet et de l'inspection des installations classées, contrairement aux exigences de l'article 4 de son arrêté d'autorisation et de l'article R.181-46 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir commandé la rédaction d'un dossier de modification à un bureau d'études</p>			
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un dossier de modification de ses installations comprenant tous les éléments d'appréciation, notamment : consistance des modifications, impact sur les rubriques, plans des installations, et impacts sur les risques et nuisances (capacité de rétention, risque incendie, etc..)</p>			
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>			
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>			
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>			

N° 2 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les ux d'eau utilisés dans l'établissement. Les installations sont alimentées à partir du réseau urbain d'eau potable pour une consommation annuelle d'environ 4000 m3. Les ouvrages de prélèvements sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnexion an d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables. Le relevé des volumes est effectué hebdomadairement et retranscrit sur un registre.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un compteur en propre pour l'usine de liants. Un compteur est présent en entrée de site, et un autre en entrée de la centrale à béton présent sur la plateforme. La consommation d'eau de l'usine de liants est déduite à partir de ces 2 valeurs (entrée site - centrale à béton). L'exploitant a transmis post-inspection la consommation d'eau pour l'année 2025. Elle est de 5 800 m ³ , soit supérieure à la consommation prévue dans son arrêté d'autorisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit effectuer un suivi hebdomadaire de ses consommations d'eau et les inscrire dans un registre. L'exploitant doit justifier du dépassement de la consommation d'eau annuelle autorisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejet d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 14.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures, telles que les eaux de ruissellement de chaussées, de parking, d'aires de distribution de carburant, doivent transiter par un dispositif débourbeur-séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique.
Constats : Les eaux pluviales du site transitent par un séparateur d'hydrocarbures, avant de rejoindre des bassins de stockage des eaux pluviales, ou le milieu naturel (un point de rejet unique pour la plateforme). L'exploitant a transmis le bordereau de suivi de déchets pour la vidange des séparateurs réalisée en mars 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aire de chargement et déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 18.2
Thème(s) : Risques accidentels, Eau
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter les renversements accidentels. Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.
Constats : Le site dispose d'une aire étanche reliée à un séparateur hydrocarbure pour le dépotage des matières premières et pour le chargement des camions avec liants produits. Les cuves de produits chimiques comportent des indicateurs de remplissage reportés au niveau de la supervision, ainsi que des alarmes de niveau haut.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 27.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie/Explosion
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après installation ou modification. Les contrôles doivent être effectués tous les ans par un organisme agréé. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des installations électriques réalisé par la société Alpes Contrôles le 17/11/2025. Le rapport comporte uniquement 2 observations mineures sur la partie basse tension, et aucune observation sur la partie haute tension.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 29.1

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie/Explosion
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation dites zones à risques qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Toutes mesures de prévention et d'intervention doivent être prises en conséquence. Le parc à liant sera isolé des produits inammables par un mur coupe feu de degré 2 heures dépassant d'un mètre la toiture.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un plan des installations à jour avec identification des différents risques. Il existe à l'entrée de la salle de commande un plan des installations datant de 2014, mais qui ne comprend pas les nouvelles cuves mises en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place un plan des installations à jour comprenant les différents risques associés aux installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 29.8
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie/Explosion
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.
Constats : Des affiches sont présentes sur place pour les opérations de dépotage. Des modes opératoires pour les opérations de production sont également présents pour les opérations de production. Les mélanges sont réalisés via un automate sur la base des « recettes » renseignées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockage en réservoirs aériens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article I > 4.2. C.
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie/Explosion
Prescription contrôlée : Les moyens de secours sont au minimum constitués de : - deux extincteurs à poudre ABC d'une capacité minimale de 9 kg - d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.), et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre.
Constats : Deux extincteurs à poudre de 9 kg sont présents à l'entrée de la zone de stockage de gaz. Des bassins de stockage d'eau sont présents sur le site. Les extincteurs présents sur le site font l'objet d'un contrôle annuel (rapport Desautel).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Ravitaillement des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article I > 4.10.
Thème(s) : Risques accidentels, Produits chimiques
Prescription contrôlée : Les opérations de ravitaillement sont effectuées, conformément aux dispositions prévues par le règlement pour le transport des marchandises dangereuses. Le véhicule ravitailleur se trouve à au moins 3 mètres des réservoirs fixes de capacité strictement inférieure à 15 tonnes, et à au moins 5 mètres en cas de capacités supérieures. De plus les véhicules de transport sont conformes aux dispositions de la réglementation relative au transport des marchandises dangereuses. Toute action visant à alimenter un réservoir est interrompue dès l'atteinte d'un taux de remplissage de 85 %. Les flexibles utilisés pour le ravitaillement des réservoirs fixes sont conçus et contrôlés conformément à la réglementation applicable en vigueur. Un dispositif permet de garantir l'étanchéité du flexible et des organes du réservoir en dehors des opérations de ravitaillement. Les sols des aires de dépotage sont en matériaux de classe A1 (incombustible) ou en revêtement bitumineux de type routier.
Constats : Les livraisons de gaz sont assurées par le fournisseur de la cuve et de gaz. Des consignes de livraison sont présentes sur place, et n'appellent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions régionales, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée :

<p>Article 49 - Etat des matières stockées.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un état des stocks sur l'automate de supervision de l'usine.</p> <p>Un affichage à l'extérieur du bâtiment indique également les contenances maximales des cuves présentes sur le site. Toutefois, il est apparu une erreur sur le volume indiqué pour le stockage d'acide chlorhydrique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour l'affichage extérieur concernant les contenances et les dénominations des cuves de stockages de produits.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Fiche de données de sécurité (FDS)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose des Fiches de Données de Sécurité pour les produits utilisés dans l'usine : bitumes, acide chlorhydrique, amines, polymères...</p>

L'opérateur y a accès facilement sur son ordinateur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les FDS des produits utilisés sur son site. Un contrôle par sondage du contenu des FDS a été réalisé pour les produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - AQUALT 160/220 (bitume) - Indulin R50 (émulsifiant pour bitume) - Indulon FD (additif pour bitume) <p>Les FDS consultées comportent l'ensemble des rubriques requises.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Etiquetage

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Actions régionales, Etiquette

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement CLP n° 1272/2008 :</p> <p>1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. <p>2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les stockages des produits Indulin FD et Indulin R50 sont réalisés en GRV. Ceux-ci portent un étiquetage conforme à la FDS.</p> <p>Les autres produits admis en grande quantité sont livrés par citerne et stockés dans des cuves numérotées. L'inspection a constaté que la numérotation et le volume des cuves d'acide chlorhydrique n'étaient pas cohérents (différences entre l'affichage au niveau des cuves, et l'affichage à destination des services de secours).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la justesse des informations concernant la numérotation et le volume des différentes cuves présentes sur l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 14 : Mesures de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 REACH</p> <p>Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :</p> <p>5.1 mesures de lutte contre l'incendie;</p>

<p>Constats :</p> <p>La FDS de l'Indulin R50 comporte la mention "Utiliser un agent extincteur approprié pour étouffer l'incendie avoisinant", et ne mentionne pas de moyen d'extinction inapproprié.</p> <p>L'installation dispose d'extincteurs et un bassin d'eau pluviale est disponible sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Conditions de stockage et de manipulation

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Produits incompatibles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 REACH Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :</p> <p>7.1.1 : recommandations de manipulation</p> <p>7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;</p>
<p>Constats :</p> <p>La FDS de l'Indulin R50 préconise un stockage "dans le récipient d'origine à l'abri de la lumière directe du soleil dans un endroit sec, frais et bien ventilé à l'écart des matériaux incompatibles". La FDS de l'Indulin FD comporte les mêmes préconisations. Lors de la visite, ces produits sont stockés dans les GRV d'origine, dans un bâtiment fermé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Produits incompatibles associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- article 25-II dernier alinéa « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention».</p> <p>- rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles</p> <p>Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces</p>

dangers
<p>Constats :</p> <p>Les FDS des produits Indulin R50 et Indulion FD ne mentionnent pas d'incompatibilités de stockage. Sur le site, il a été constaté que ces produits sont stockés dans un même local. La FDS de l'AQUALT 160/220 indique qu'il ne doit pas être mélangé avec des oxydants forts ; il a été constaté une séparation entre les stockages des acides et des autres produits.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>